

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/21188]

**4 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 41 élargissant, à titre temporaire, la dispense de permis d'urbanisme pour le placement d'une terrasse ouverte saisonnière dans le secteur HORECA sur le domaine de la voirie publique**

## RAPPORT AU GOUVERNEMENT

La crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne.

En particulier, le secteur HORECA est fortement touché : les cafés et restaurants sont, à l'heure actuelle, fermés, excepté en ce qui concerne la livraison des repas et les repas à emporter. Le mobilier de terrasse du secteur doit, quant à lui, être stocké à l'intérieur.

La réouverture du secteur devra être organisée dans le strict respect de la stratégie de déconfinement établie par le Conseil National de Sécurité. Ainsi, des règles de distanciation physique, qui restreindront de manière drastique le nombre de clients pouvant être accueillis, seront plus que vraisemblablement imposées dans le cadre d'un déconfinement qui sera nécessairement progressif.

L'agrandissement des terrasses est envisagé par plusieurs pays comme l'une des solutions qui permettrait aux établissements HORECA concernés d'atteindre leur seuil de rentabilité. Même si ces mesures restent temporaires, elles pourraient pallier les pertes financières liées au confinement.

Le secteur HORECA est en effet en demande de cette simplification administrative qui est opportune pour soutenir la reprise d'un secteur fortement impacté par la crise sanitaire. La possibilité d'étendre temporairement la superficie des terrasses s'inscrit dans le cadre du respect des règles de distanciation physique nécessaires à la lutte contre le COVID-19. Cela permet, par ailleurs, de contribuer à encourager le retour de la clientèle en renforçant son sentiment de sécurité.

Par ailleurs, en ce qui concerne le domaine la voirie publique, des initiatives voient le jour un peu partout en Belgique, telles que les voiries partagées ou la mise en piétonnier de voiries nouvelles, qui permettront un empiètement plus aisé des terrasses ouvertes du secteur HORECA sur le domaine public.

Actuellement, dans le Code du Développement territorial, l'article R.IV.1-1, point W 14 de la nomenclature exonère de permis d'urbanisme, sur le domaine de la voirie publique, le placement d'une terrasse ouverte saisonnière dans le secteur HORECA, pour autant que sa superficie ne dépasse pas 50,00 m<sup>2</sup>.

Le champ d'application de la dispense ne couvre que les cas où, en principe, un permis d'urbanisme est requis sur la base de l'article D.IV.4 du Code du Développement territorial. Ainsi, placer quelques tables et chaises directement sur le trottoir existant et les rentrer à l'intérieur tous les soirs ne nécessite pas de permis d'urbanisme.

Les terrasses saisonnières visées par cet article sont donc les terrasses destinées à rester en place. Dans la pratique, elles sont souvent conçues avec plancher, pare-vent, parasols ou auvents etc., outre les tables et chaises.

En vertu de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave.

Ceci permet d'élargir à 100,00 m<sup>2</sup> l'emprise au sol des terrasses dispensées de permis d'urbanisme.

Il est à signaler que cette mesure ne remet pas en cause la nécessité d'obtenir une autorisation d'occupation du domaine public délivrée par l'autorité compétente. Comme le souligne l'Union des villes et communes de Wallonie, « un dialogue constructif entre acteurs doit rester la règle pour la réalisation des aménagements urbains qui découleront de ces mesures exceptionnelles mais nécessaires. » Par ailleurs, la concertation avec les autorités locales et territoriales est également opportune en cas d'occupation du domaine public régional dans le respect des règles applicables en matière d'autorisations domaniales. Les demandes d'autorisation habituelles restent d'application.

Enfin, il faut rappeler la nécessité de veiller à ce que les aménagements proposés n'entravent pas la mobilité active, qu'elle soit piétonne, cycliste ou autre. Ils doivent également préserver l'accessibilité aux services de secours.

Son urgence est justifiée par le fait que lorsque leur réouverture sera autorisée, le 8 juin 2020, les établissements concernés devront pouvoir, sans attendre, faire le nécessaire pour atteindre leur seuil de rentabilité ou au moins minimiser les pertes dues à la crise sanitaire. Ainsi, au vu de cette nécessité, pour respecter les règles de confinement et de distanciation sociale édictées au niveau fédéral et eu égard aux conséquences concrètes de la crise sur le secteur HORECA, il convient d'adopter cet arrêté de pouvoirs spéciaux dans les délais les plus brefs pour se conformer aux temporalités et aux modalités de déconfinement établies par le Conseil National de Sécurité.

Statuant dans le cadre des pouvoirs spéciaux Gouvernement veille à assurer un caractère temporaire à cette mesure. Une période ne dépassant pas le premier week-end de l'année 2021 est dès lors proposée. La disposition concernée du CoDT reprendra sa portée initiale à l'expiration de la période mentionnée au dispositif. Il s'ensuit que les actes et travaux réalisés au-delà des 50,00 m<sup>2</sup> ne pourront être maintenus s'ils ne font pas l'objet du permis requis par le CoDT.

Le projet d'arrêté contient deux articles :

L'article 1<sup>er</sup> prévoit que pour la période commençant le jour de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté et s'achevant le 3 janvier 2021 inclus, le placement d'une terrasse ouverte saisonnière dans le secteur horeca, est dispensé de permis d'urbanisme pour autant que sa superficie ne dépasse pas 100,00 m<sup>2</sup> en lieu et place du seul de 50,00 m<sup>2</sup> actuellement en vigueur.

L'article 2 charge le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions de son exécution.

**4 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 41 élargissant, à titre temporaire, la dispense de permis d'urbanisme pour le placement d'une terrasse ouverte saisonnière dans le secteur HORECA sur le domaine de la voirie publique**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 39 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 6 ;

Vu le Code du Développement territorial, tel que modifié, article D.IV.1 ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne ;

Considérant que le secteur HORECA est particulièrement touché ; que les cafés et restaurants sont, à l'heure actuelle, fermés, excepté, pour ceux qui sont en mesure de l'assumer, la livraison des repas et les repas à emporter ; que le mobilier de terrasse du secteur doit être stocké à l'intérieur ;

Considérant que la réouverture du secteur devra être organisée dans le strict respect de la stratégie de déconfinement établie par le Conseil National de Sécurité ; qu'elle imposera vraisemblablement des règles de distanciation physique qui restreindront de manière drastique le nombre de clients pouvant être accueillis ; que ces mesures de déconfinement seront nécessairement progressives ;

Considérant qu'une partie du secteur HORECA pourra disposer de terrasses extérieures ouvertes et saisonnières sur le domaine public de la voirie ; que certaines des autorisations de voirie qui seront accordées, ou ce qui en tient lieu, porteront sur des emprises au sol plus importantes que celles qui y sont consacrées habituellement, notamment dans le cadre de voiries partagées ou nouvellement piétonnières ou nouvellement ouvertes à l'HORECA ;

Considérant qu'afin de faciliter la reprise du secteur et d'accompagner ces mesures, il convient d'élargir la dispense de permis actuellement limitée aux terrasses dont la superficie ne dépasse pas 50 m<sup>2</sup> à des terrasses d'une superficie plus importante ;

Considérant que cette mesure ne remet pas en cause la nécessité d'obtenir une autorisation d'occupation du domaine public délivrée par l'autorité compétente ; que la concertation avec les autorités locales et territoriales est également opportune en cas d'occupation du domaine public régional dans le respect des règles applicables en matière d'autorisations domaniales ; que les demandes d'autorisation habituelles restent d'application ;

Considérant, par ailleurs, qu'il y a lieu de veiller à ce que les aménagements proposés n'entravent pas la mobilité active, qu'elle soit piétonne, cycliste ou autre ; qu'ils doivent également préserver l'accessibilité aux services de secours ;

Considérant, à titre de rappel, que seuls les cas nécessitant un permis d'urbanisme sur la base de l'article D.IV.4 du Code du Développement territorial peuvent faire l'objet d'une dispense de permis ; qu'autrement dit, si des actes et travaux ne sont pas visés par l'article D.IV.4 de ce Code, leur réalisation ne nécessite pas de permis d'urbanisme ;

Considérant qu'en vertu de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ;

Considérant qu'au vu de l'article 3 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le présent arrêté « de pouvoirs spéciaux » ne doit pas être soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat ; que cela se justifie par le fait que le décret confirmant le présent arrêté sera soumis à la section de législation du Conseil d'Etat ;

Considérant, à cet égard, qu'il y a particulièrement urgence à adopter le présent arrêté de pouvoirs spéciaux dès lors que la réouverture des établissements HORECA a été fixée au 8 juin 2020 ; que lors de cette réouverture, les établissements concernés doivent pouvoir, sans attendre, faire le nécessaire pour atteindre leur seuil de rentabilité ou au moins minimiser les pertes dues à la crise sanitaire ; qu'au vu de cette nécessité, pour respecter les règles de confinement et de distanciation sociale édictées au niveau fédéral et eu égard aux conséquences concrètes de la crise sur le secteur HORECA, il convient d'adopter le présent arrêté de pouvoirs spéciaux dans les délais les plus brefs pour se conformer aux temporalités et aux modalités de déconfinement établies par le Conseil National de Sécurité ;

Considérant qu'il y a lieu de conférer un caractère temporaire à cette mesure ; qu'une période ne dépassant pas le premier week-end de l'année 2021 est dès lors proposée, soit jusqu'au 3 janvier 2021 inclus ; qu'au terme de la période mentionnée au dispositif, la disposition concernée du CoDT reprendra sa portée initiale ; qu'il s'ensuivra que les actes et travaux réalisés au-delà des 50,00 m<sup>2</sup> ne pourront être maintenus s'ils ne font pas l'objet du permis requis par le CoDT ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour la période commençant le jour de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté et s'achevant le 3 janvier 2021 inclus, dans le point W14 de la nomenclature de l'article R.IV.1-1 du Code du Développement territorial, les mots « Le placement d'une terrasse ouverte saisonnière dans le secteur HORECA, pour autant que sa superficie ne dépasse pas 50,00 m<sup>2</sup>. » sont remplacés par « Le placement d'une terrasse ouverte saisonnière dans le secteur HORECA, pour autant que sa superficie ne dépasse pas 100 m<sup>2</sup>. ».

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 juin 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Agriculture et de l'Aménagement du territoire, de l'IFAPME et des Centres de compétence,  
W. BORSUS

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/21188]

**4 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 41 tot tijdelijke uitbreiding van de vrijstelling van de stedenbouwkundige vergunning bouwvergunning voor het plaatsen van een seizoensgebonden openluchtterras in de HORECA-sector op het openbare weg domein**

## VERSLAG AAN DE REGERING

De buitengewone gezondheids crisis in verband met COVID-19 die heden België treft en de huidige en komende regels, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, zijn van dien aard dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen.

In het bijzonder is de HORECA-sector bijzonder getroffen is: cafés en restaurants zijn momenteel gesloten zijn, behalve voor wat betreft de levering van maaltijden en afhaalgerechten. Het terrasmeubilair moet binnen geplaatst worden.

De heropening van de sector moet worden georganiseerd met strikte inachtneming van de door de Nationale Veiligheidsraad vastgestelde afbouwstrategie. Zo zullen regels voor social distancing, die het aantal klanten dat kan worden ontvangen drastisch beperken, meer dan waarschijnlijk worden opgelegd in het kader van een afbouw die noodzakelijkerwijs geleidelijk zal verlopen.

De uitbreiding van de terrassen wordt door verschillende landen beschouwd als één van de oplossingen die de betrokken horecagelegenheden in staat zou stellen hun rentabiliteitsdrempel te bereiken. Zelfs als deze maatregelen tijdelijk blijven, zouden ze de financiële verliezen in verband met de lockdown kunnen compenseren.

De HORECA-sector is immers vragende partij voor deze administratieve vereenvoudiging, die op het juiste moment komt om het herstel van een sector die sterk door de gezondheids crisis is getroffen, te ondersteunen. De mogelijkheid om de oppervlakte van de terrassen tijdelijk uit te breiden ligt in de lijn van de naleving van de regels van social distancing die nodig zijn in de strijd tegen COVID-19. Dit helpt overigens om de terugkeer van klanten te stimuleren door hun gevoel van veiligheid te versterken.

Wat het openbare wegendomein betreft, ontstaan er overigens initiatieven zowat in heel België, zoals gedeelde wegen of de aanleg van nieuwe voetgangerswegen, waarbij de openluchtterrassen van de HORECA-sector meer ruimte zullen kunnen innemen op het openbaar domein.

Volgens artikel R.IV.1-1 van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening wordt voor het plaatsen op het openbaar wegendomein van een seizoensgebonden openluchtterras in de horecasector heden momenteel geen stedenbouwkundige vergunning vereist voor zover de oppervlakte ervan niet meer bedraagt dan 50,00 m<sup>2</sup>.

Het toepassingsgebied van de vrijstelling omvat alleen de gevallen waarin in principe een stedenbouwkundige vergunning vereist is op grond van artikel D.IV.4 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. Het plaatsen van enkele tafels en stoelen direct op de bestaande stoep en ze elke avond binnenbrengen vereist dus geen stedenbouwkundige vergunning.

De in dit artikel bedoelde seizoensgebonden terrassen zijn dus de terrassen die bedoeld zijn om het hele seizoen te blijven staan. In de praktijk worden ze vaak ontworpen met een vloer, windschermen, parasols of luifels enz., naast tafels en stoelen.

Krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, is de Regering bevoegd om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar;

Dit maakt het mogelijk om de grondinneming van de terrassen die vrijgesteld zijn van de stedenbouwkundige vergunning uit te breiden tot 100,00 m<sup>2</sup>.

Er zij op gewezen dat deze maatregel geen afbreuk doet aan de noodzaak om een door de bevoegde overheid afgegeven vergunning voor het gebruik van het publieke domein te verkrijgen. Zoals de "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van de Waalse Steden en Gemeenten" benadrukt, "moet een constructieve dialoog tussen de actoren de regel blijven voor de uitvoering van de stedelijke inrichtingen die uit deze uitzonderlijke maar noodzakelijke maatregelen zullen voortvloeien." Overigens is het overleg met de lokale en territoriale overheden ook passend bij gebruik van het gewestelijk openbaar wegendomein met inachtneming van de regels die van toepassing zijn inzake domaniale vergunningen. De gebruikelijke vergunningsaanvragen blijven van toepassing.

Ten slotte moet er gewezen worden op de noodzaak om ervoor te zorgen dat de voorgestelde inrichtingen de actieve mobiliteit, of het nu gaat om voetgangers, fietsers of andere gebruikers, niet belemmeren. Ze moeten ook toegankelijkheid tot de hulpdiensten waarborgen.

De dringende noodzakelijkheid ervan wordt gerechtvaardigd door het feit dat de betrokken gelegenheden, wanneer hun heropening op 8 juni 2020 zal worden toegestaan, onverwijld het nodige zullen moeten doen om hun rentabiliteitsdrempel te bereiken of ten minste de verliezen als gevolg van de gezondheids crisis tot een minimum te beperken. Gezien deze noodzaak en om de op federaal niveau vastgestelde regels inzake lockdown en social distancing na te leven en gezien de concrete gevolgen van de crisis voor de HORECA-sector, moet dit besluit van bijzondere machten dus zo snel mogelijk aangenomen moet worden om de door de Nationale Veiligheidsraad vastgestelde termijnen en afbouwmodaliteiten na te leven.

De Regering die in het kader van de bijzondere machten beslist, zorgt ervoor om de maatregel van een tijdelijk karakter te voorzien. Er wordt bijgevolg een periode voorgesteld die niet verder reikt dan het eerste weekend van het jaar 2021. De betrokken bepaling van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening krijgt aan het einde van de in het beschikking gedeelde genoemde periode haar oorspronkelijke draagwijdte terug. Daaruit volgt dat de handelingen en werken die worden uitgevoerd boven 50,00 m<sup>2</sup> niet kunnen worden gehandhaafd als ze niet het voorwerp uitmaken van de bij het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling vereiste vergunning. Het ontwerp-besluit bevat twee artikelen :

In artikel 1 wordt bepaald dat voor de periode die begint op de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van dit besluit en die eindigt op 3 januari 2021 worden, het plaatsen van een seizoensgebonden openluchtterras in de horecasector, van de stedenbouwkundige vergunning wordt vrijgesteld voor zover de oppervlakte ervan niet meer bedraagt dan 100,00 m<sup>2</sup> in plaats van 50,00 m<sup>2</sup>, wat heden van toepassing is.

Artikel 2 belast de Minister bevoegd voor ruimtelijke ordening met de uitvoering ervan.

**4 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 41 tot tijdelijke uitbreiding van de vrijstelling van de stedenbouwkundige vergunning bouwvergunning voor het plaatsen van een seizoensgebonden openluchtterras in de HORECA-sector op het openbare wegdomein**

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 6;

Gelet op het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, zoals gewijzigd, artikel D.IV.1;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering;

Overwegende dat de buitengewone gezondheidscrisis in verband met COVID-19 die heden België treft en dat de huidige en komende regels, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, van dien aard zijn dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen;

Overwegende dat de HORECA-sector bijzonder getroffen is; dat cafés en restaurants momenteel gesloten zijn, behalve voor degenen die het zich kunnen veroorloven, voor de levering van maaltijden en afhaalgerechten; dat terrasmeubilair van de sector binnen geplaatst moet worden;

Overwegende dat de heropening van de sector zal moeten worden georganiseerd met strikte inachtneming van de door de Nationale Veiligheidsraad vastgestelde afbouwstrategie; dat ze waarschijnlijk regels van social distancing zal opleggen die het aantal klanten dat ontvangen kan worden, drastisch zullen beperken; dat deze afbouwmaatregelen noodzakelijkerwijs geleidelijk zullen zijn;

Overwegende dat een deel van de HORECA-sector over seizoensgebonden openluchtterrassen op het openbare wegdomein zal kunnen beschikken; dat sommige van de wegvergunningen die zullen worden toegekend, of wat daarvoor in de plaats komt, betrekking zullen hebben op grotere grondinnemingen dan welke die er doorgaans aan worden besteed, met name in het kader van gedeelde wegen of wegen die pas voetgangerswegen zijn geworden of pas voor de HORECA zijn geopend;

Overwegende dat, om het herstel van de sector te vergemakkelijken en deze maatregelen te begeleiden, de geldende vrijstelling van vergunning, die heden beperkt is tot terrassen van maximaal 50 m<sup>2</sup>, tot terrassen met een grotere oppervlakte moet worden uitgebreid;

Overwegende dat deze maatregel geen afbreuk doet aan de noodzaak om een door de bevoegde overheid afgegeven vergunning voor het gebruik van het openbaar domein te verkrijgen; dat het overleg met de lokale en territoriale overheden ook passend is bij gebruik van het gewestelijk openbaar domein met inachtneming van de regels die van toepassing zijn inzake domaniale vergunningen; dat de gebruikelijke vergunningsaanvragen van toepassing blijven;

Overwegende dat er bovendien voor moet worden gezorgd dat de voorgestelde inrichtingen de actieve mobiliteit, of het nu gaat om voetgangers, fietsers of andere gebruikers, niet belemmeren; dat zij ook de toegankelijkheid tot de hulpdiensten moeten waarborgen;

Overwegende dat eraan herinnerd wordt dat enkel de gevallen waarvoor een stedenbouwkundige vergunning op grond van artikel D.IV.4 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling vereist is, het voorwerp kunnen uitmaken van een vrijstelling van de vergunning; met andere woorden is voor de uitvoering van handelingen en werken die niet onder artikel D.IV.4 van dit Wetboek vallen geen stedenbouwkundige vergunning vereist;

Overwegende dat de Regering, krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19, bevoegd is om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19, dit besluit "van bijzondere machten" niet moet worden onderworpen aan het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State; dat dit wordt gerechtvaardigd door het feit dat het decreet tot bevestiging van dit besluit zal worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State;

Overwegende dat het in dit verband bijzonder dringend is om dit besluit van bijzondere machten aan te nemen daar de heropening van de horecagelegenheden op 8 juni 2020 is vastgesteld; dat de betrokken gelegenheden op het moment van deze heropening onverwijld het nodige moeten doen om hun rentabiliteitsdrempel te bereiken of ten minste de verliezen als gevolg van de gezondheidscrisis tot een minimum te beperken; dat het, gezien deze noodzaak en met het oog op de naleving van de op federaal niveau vastgestelde regels inzake lockdown en social distancing en gezien de concrete gevolgen van de crisis voor de HORECA-sector, raadzaam is dit besluit van bijzondere machten zo snel mogelijk aan te nemen om de door de Nationale Veiligheidsraad vastgestelde termijnen en afbouwprocedures in acht te nemen;

Overwegende dat het noodzakelijk is deze maatregel van een tijdelijk karakter te voorzien; dat bijgevolg een periode voorgesteld wordt, die niet verder reikt dan het eerste weekend van het jaar 2021, namelijk tot en met 3 januari 2021; dat de bepaling, na afloop van de in het beschikkend gedeelte genoemde periode, haar oorspronkelijke draagwijdte zoals voorzien in het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling terugkrijgt; dat daaruit volgt dat de handelingen en werken uitgevoerd boven 50,00 m<sup>2</sup> niet kunnen worden gehandhaafd indien zij niet onderworpen worden aan de door het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling vereiste vergunning;



Na beraadslaging,  
Besluit :

**Artikel 1.** Voor de periode die begint op de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van dit besluit en die eindigt op 3 januari 2021, worden, in punt W14 van de nomenclatuur van artikel R.IV.1-1 van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, de woorden "Het plaatsen van een seizoensgebonden openluchtterras in de horecasector, voor zover de oppervlakte ervan niet meer bedraagt dan 50,00 m<sup>2</sup>" vervangen door de woorden "Het plaatsen van een seizoensgebonden openluchtterras in de horecasector, voor zover de oppervlakte ervan niet meer bedraagt dan 100 m<sup>2</sup>".

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 4 juni 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/21171]

**4 JUNI 2020.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van bijzondere machten nr. 2020/032 tot verlenging van de maatregelen uit het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van bijzondere machten nr. 2020/012 van 23 april 2020 betreffende de invoering van steunmaatregelen voor de erkende dienstenchequeondernemingen en hun werknemers naar aanleiding van de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken

#### VERSLAG AAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING

De Brusselse sector van de dienstencheques blijft zwaar te lijden hebben onder de crisis in de loop van de maand mei 2020, wat een verlenging van de steunmaatregelen absoluut noodzakelijk maakt.

Op 23 april 2020 heeft de Brusselse Regering haar goedkeuring gehecht aan het besluit nr. 2020/012 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van bijzondere machten betreffende de invoering van steunmaatregelen voor de erkende dienstenchequeondernemingen en hun werknemers naar aanleiding van de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken.

De steun van 4.000 euro aan de ondernemingen was eenmalig.

De steun aan de ondernemingen (verhoogde gewestelijke tussenkomst) en aan de huishoudhulpen ("toeslag" op de tijdelijke werkloosheid) liep af op 30 april 2020.

De federale overheid heeft beslist de tijdelijke werkloosheid wegens overmacht tot en met 30 juni te verlengen (met de mogelijkheid om deze te verlengen tot het einde van het jaar 2020).

In dit besluit wordt dan ook voorgesteld om beide maatregelen te verlengen tot en met 30 juni 2020.

Dat sluit aan bij de door de twee andere Gewesten genomen maatregelen die eveneens werden verlengd.

In dit wijzigingsbesluit wordt de gelegenheid gegrepen om de verplichtingen te versoepelen die wegen op de ondernemingen bij het indienen van hun aanvraag (de ASR is soms moeilijk gebleken om aan de administratie te bezorgen, zodat andere bewijskrachtige elementen nu worden aanvaard).

Tot slot is de retroactiviteit van de inwerkingtreding noodzakelijk in het belang van de ondernemingen en de huishoudhulpen, zodat de verlenging van de maatregelen vanaf 1 mei 2020 van toepassing kan zijn.

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/21171]

**4 JUIN 2020.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/032 prolongeant les mesures de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/012 du 23 avril 2020 relatif à l'instauration de mesures de soutien des entreprises agréées en titres-services et de leurs travailleurs suite aux mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19

#### RAPPORT AU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Le secteur des titres-services bruxellois continue à souffrir fortement de la crise au cours du mois de mai 2020, ce qui rend une prolongation des mesures de soutien absolument nécessaire.

Le 23 avril 2020, le Gouvernement Bruxellois a pris l'arrêté n° 2020/012 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux relatif à l'instauration de mesures de soutien des entreprises agréées en titres-services et de leurs travailleurs suite aux mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

L'aide de 4.000 € aux entreprises était unique.

Les aides de soutien aux entreprises (intervention régionale majorée) et aux aide-ménagères (« complément » au chômage temporaire) se terminaient le 30 avril 2020.

L'Autorité fédérale a décidé de prolonger le chômage temporaire de force majeure jusqu'au 30 juin (avec possibilité de le prolonger jusqu'à la fin de l'année 2020).

Dès lors, le présent arrêté propose de prolonger ces deux mesures jusqu'au 30 juin 2020.

Cela rejoint les mesures prises par les deux autres Régions qui ont également été prolongées.

Saisissant l'occasion de cet arrêté de modification, un assouplissement des contraintes pesant sur les entreprises lors de l'introduction de leur demande a été prévu (la DRS s'est avérée parfois difficile à fournir à l'administration, de sorte que d'autres éléments probants sont maintenant admis).

Enfin, la rétroactivité de l'entrée en vigueur s'impose dans l'intérêt des entreprises et des aide-ménagères afin que la prolongation des mesures s'applique dès le 1<sup>er</sup> mai 2020.